

plusieurs milliers de vieillards, de femmes et d'enfants, échappant à la mort, ruinés, affamés, exténués, ont cherché et trouvé un refuge dans les provinces voisines de la Grèce. Durant plusieurs mois, ils y ont vécu à la charge du Gouvernement hellénique, qui, la campagne terminée, a dû leur fournir les premières ressources pour rentrer dans leur pays natal.

« Le Gouvernement hellénique a été saisi, de la part de ces malheureuses victimes de la guerre, de 414 réclamations.

« Parmi les réclamations s'en trouvent 90 émanant de villages incendiés et où les dégâts, dûment certifiés par les métropolitains compétents, s'élèvent à 7.737.100 francs.

« Le total des 414 réclamations est de 10.966.370 francs. »

Les chapitres précédents de ce rapport ont permis au lecteur de se faire une idée des dévastations commises dans les Balkans : les photographies que nous reproduisons nous dispensent de les décrire. Ces dévastations sont de deux ordres : les unes régulières, les autres contraires au droit des gens.

Les premières sont celles que la sécurité des troupes ou la stratégie commandent. Faire sauter les ponts à la dynamite, couper les voies ferrées, raser les fortifications, bombarder les villes qui résistent, incendier les refuges de l'ennemi, détruire, en retraite, approvisionnements et munitions pour ne rien laisser à l'adversaire, sont là les droits de la force déchaînée.

Puis il y a les représailles. Exercées sans contrôle, dans l'ardeur de la lutte, sous le coup de la colère, dans l'enivrement de la victoire, elles dissimulent bien souvent d'odieuses vengeances, d'inexcusables violences, contre les gens et contre les choses.

Et une fois engagé dans cette voie, comment s'arrêter et arrêter les soldats ? Ce sont alors les incendies, le pillage, la destruction pour la destruction (fig. 36 et 37).

Dans les Balkans, il y eut ainsi pour un nombre élevé de millions de ruines de toutes sortes.

Les guerres balkaniques ne furent pas, cependant, au point de vue des conséquences économiques, semblables à celles pouvant éclater entre de grands Etats industriels. Elles présentèrent des caractères particuliers qu'il nous faut mettre en relief.

La mobilisation générale serait, dans les pays industriels, un véritable désastre. Toutes les usines, sauf celles établissant les produits nécessaires à l'alimentation et aux armements, s'arrêteraient, privées de leur main-d'œuvre. Celles qui pourraient continuer à travailler, avec un personnel de femmes ou d'hommes âgés libérés du service militaire, ne pourraient aller longtemps, la matière première nécessaire à leur activité ne leur parvenant plus, par suite de la réquisition des voies ferrées et du matériel roulant pour les transports de troupes.